

Économie de guerre, gouvernance et sécurité dans les zones contrôlées par l'opposition syrienne

VESNA BOJICIC-DZELILOVIC, PHD*

RIM TURKMANI, PHD

Certains universitaires soutiennent qu'une économie de guerre florissante constitue l'un des facteurs contribuant à la persistance du conflit armé en Syrie¹. Depuis le début de la guerre en 2011, la prolifération d'activités criminelles lucratives—par le pillage, la corruption, l'extorsion, les enlèvements, le trafic d'êtres humains, le commerce illégal de pétrole, d'armes, de drogues et d'antiquités, de même que la migration clandestine et la falsification de documents—a éveillé de nombreux intérêts directs. Cette observation s'applique en particulier à la myriade de groupes armés insurgés, pour lesquels l'extorsion de ressources de l'économie de guerre aurait encouragé les protagonistes de la guerre à poursuivre les combats².

De telles affirmations font écho à un argument de poids que l'on retrouve dans les études sur la guerre contemporaine, qui mettent l'accent sur la criminalisation de l'économie de guerre et qui dépeint ses protagonistes armés comme des entrepreneurs violents qui associent poursuite des combats militaires à quête d'enrichissement personnel³. De l'avis général, la poursuite de programmes économiques par des groupes armés nuit aux intérêts de l'ensemble de la communauté et aggrave les souffrances humaines dans les zones de conflit. En ce sens, le contexte des combats en Syrie fournit un abondant faisceau de preuves attestant du fait que la population syrienne, dans les zones contrôlées par l'opposition, lutte pour subvenir à ses besoins fondamentaux, tandis que les combattants poursuivent leurs activités illicites dans l'économie de guerre, ce qui se traduit par l'engagement des groupes armés dans la contrebande d'antiquités⁴. Si ce constat du comporte-

*Vesna Bojicic-Dzelilovic est chargée de recherche au sein du département *Global Governance* de la *London School of Economics and Political Science*. Elle est spécialisée dans les pratiques économiques informelles, les conflits et le redressement économique post-conflit.

Le Dr Rim Turkmani est chargée de recherche à la *London School of Economics* et s'intéresse à l'économie de guerre en Syrie et au rôle joué par la société civile syrienne dans les négociations de paix et les opérations de stabilisation. Active dans les cercles de la société civile syrienne, elle œuvre à la promotion de la paix et de la transition démocratique en Syrie.

ment des groupes armés non étatiques en Syrie est globalement exact, la dynamique actuelle de l'économie de guerre locale en termes de combinaisons d'acteurs, d'activités et de leurs interactions autour de l'extorsion et de la distribution des ressources, présente des variations significatives. L'économie de guerre en Syrie est dispersée, en raison de l'extrême fragmentation territoriale, politique et économique, conjuguée à la diversité des protagonistes impliqués dans le conflit et aux opportunités variables offertes pour l'extorsion des ressources⁵. Par conséquent, divers arrangements entre différents acteurs—ennemis ou concurrents—se forment pour extorquer les ressources de l'économie de guerre, affectant la sécurité de la population locale de manière multiple et ambiguë⁶.

Le principal dessein du présent article est de jeter un regard neuf sur les débats entourant l'économie de guerre et son impact sur la sécurité civile. Par sécurité civile, on entend la protection contre l'exploitation par les groupes armés et la possibilité d'assurer sa propre sécurité par l'application de différentes stratégies d'adaptation⁷. Le principal argument que nous avançons est double. Premièrement, nous soutenons qu'une perspective de criminalité, qui considère le public comme la victime de l'économie de guerre, fournit une explication trop simpliste de l'impact des agendas économiques des acteurs armés non étatiques sur la sécurité civile. Deuxièmement, nous soulignons que les activités économiques des groupes insurgés se déroulent dans un contexte militaire, sécuritaire et économique plus large et que ce dernier détermine la disponibilité des ressources et les types d'acteurs impliqués, ainsi que les activités et les interactions qui influencent la façon dont les gens réagissent à l'incertitude induite par la guerre. Ce contexte plus large doit être pris en compte dans l'analyse du lien entre l'économie de guerre et la sécurité civile.

Cette étude des trois zones contrôlées par l'opposition en Syrie montre que la poursuite d'activités illicites par des groupes armés non étatiques est compatible avec un comportement différent envers d'autres acteurs locaux autour de l'extorsion et de la distribution des ressources. Dans l'ensemble, là où l'économie de guerre était plus diversifiée et où une plus grande interaction entre les groupes armés de l'opposition et d'autres acteurs locaux était observée, la population avait plus de possibilités de s'engager dans différentes parties de l'économie de guerre et d'élaborer des stratégies pour faire face aux effets néfastes des pratiques d'exploitation des groupes armés.

Méthodologie

Nous avons analysé de façon empirique trois zones contrôlées par l'opposition en Syrie : la Ghouta orientale, la zone rurale de Daraa, et Atareb, dans la

périphérie rurale d'Alep. Au cours de la période d'étude (février-juin 2015), aucun groupe armé d'opposition n'a exercé de contrôle de ces territoires ou n'a tenté d'organiser la fourniture de biens et services publics. Les groupes armés de l'opposition se composaient principalement de personnel recruté localement, avec une présence limitée, voire inexistante, de groupes extrémistes recrutant de manière transnationale, tels que Jabhat Al Nusra (JAN)⁸ et l'État islamique en Irak et au Levant (EIL). Ces trois zones sont principalement des régions agricoles, dont l'industrie et le commerce local sont principalement liés à l'agriculture. Les différences cruciales entre les trois zones sont dues à leur position géostratégique respective⁹. Au moment de notre étude, la Ghouta orientale était assiégée et entourée par les forces gouvernementales. Daraa a une frontière bien contrôlée avec la Jordanie, permettant le passage de l'aide humanitaire tout en limitant la circulation des armes et des combattants. Atareb se trouve le long de la frontière turque, dans une région où moins de restrictions sont imposées à l'entrée des biens et des personnes en Syrie¹⁰. Il en résulte une variation des conditions de fonctionnement de l'économie de guerre permettant l'observation des différents schémas d'interaction entre ses protagonistes ainsi que l'analyse des variations dans les réponses des populations locales pour faire face à l'impact des activités économiques des groupes armés.

Le travail de terrain nécessaire à la rédaction du présent article comprenait des entretiens en face à face et sur Skype avec des citoyens établis dans les trois localités. Les parties prenantes consultées comprenaient des membres de la société civile, des membres des conseils locaux, des membres de groupes armés, des représentants des médias et des hommes d'affaires¹¹. Les données des entretiens ont été complétées par une recherche documentaire approfondie de rapports, de contenu médiatique et d'articles scientifiques. Nous avons également interviewé des organismes donateurs, des organes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales internationales. La triangulation des résultats de la recherche comprenait plusieurs consultations avec des experts et militants internationaux et syriens, ainsi que deux groupes de discussion impliquant des représentants de la société civile et des organisations de médias. Le présent article donne d'abord un bref aperçu des débats sur l'économie de guerre contemporaine et sur la gouvernance en temps de guerre. La section empirique utilise ensuite les trois études de cas pour analyser trois aspects de l'économie de guerre : l'économie criminelle impliquant des groupes insurgés ; les interactions entre une série d'acteurs locaux autour de l'extorsion et de la distribution des ressources dans l'économie de guerre ; et les réponses de la population locale. La conclusion résume les constats établis et propose une réflexion sur la façon dont ces connaissances contextuelles contri-

buent à l'étude de l'impact des économies de guerre sur la sécurité civile dans les zones de guerre.

Analyse de l'économie de guerre et des interactions entre ses protagonistes

Par convention, l'économie de guerre contemporaine s'entend comme englobant toutes les activités économiques en temps de guerre, quel que soit leur statut juridique¹². La littérature scientifique décrit toutefois souvent l'économie de guerre comme étant constituée de pratiques économiques essentiellement criminelles et illégales, dont le commerce illégal de biens par ailleurs légaux¹³. Cet ensemble de travaux considère la guerre comme une « activité économique connexe » et comme une « forme privatisée d'enrichissement personnel » à travers laquelle les transactions commerciales entre groupes formellement opposés constituent une pratique essentielle, qui profite financièrement aux réseaux criminels, y compris les groupes armés non étatiques¹⁴. De ce point de vue, l'exploitation de la population locale par des pratiques dites « prédatrices », y compris par la manipulation et la taxation de l'aide humanitaire, fait partie intégrante de la stratégie d'extorsion des ressources des groupes armés non étatiques. L'économie de guerre criminelle contrôlée par les insurgés fait des civils des victimes impuissantes dont la seule protection contre ses effets néfastes se rapporte à l'« économie d'adaptation » dans ses formes diverses, qui permettent la survie de la population locale¹⁵.

Les perspectives ci-dessus ont fait l'objet de diverses critiques. La déconstruction par Gutierrez-Sanin de la thèse des « rebelles criminels » a démontré que l'identité des acteurs, leurs intérêts et leurs motivations à s'engager dans l'économie de guerre, de même que leur comportement envers les autres acteurs, n'ont rien de statique et d'immuable¹⁶. Au contraire, Gutierrez-Sanin fait valoir que dans les conflits contemporains, les programmes politiques, militaires et les quêtes de profit des acteurs armés non étatiques se mélangent de manière complexe, ce qui se traduit par une constellation variable et fluide d'acteurs, d'alliances et d'activités qui affectent la population civile de multiples façons¹⁷. Cockayne soutient qu'en dépit de la nature intrinsèquement coercitive des stratégies d'extorsion des groupes armés, la mesure dans laquelle la population est directement extorquée varie, de même que sa vulnérabilité aux effets néfastes des programmes économiques des groupes armés¹⁸. La thèse selon laquelle les diverses formes d'économie de survie constituent la seule option d'autoprotection pour la population locale repose sur une vision de l'économie formelle/légale par un prisme fondé sur la destruction et la perturbation qui réduit les sources de moyens d'existence et les capacités productives. Un tel point de vue, cependant, écarte les différentes oppor-

tunités qui émergent de l'adaptation de l'économie locale aux conditions de guerre, tant pour l'extorsion violente que pour le développement de mécanismes d'adaptation¹⁹.

La littérature scientifique a récemment remis en question un autre aspect dominant du lien entre criminalité et économie de guerre. Alors que certaines études sur la criminalité associent l'économie de guerre au désordre et à l'anarchie, d'autres recherches montrent que, bien qu'ils soient des acteurs violents, les rebelles s'intéressent souvent à la gouvernance et profitent parfois des fruits de l'économie de guerre pour faciliter leurs activités criminelles²⁰. La probabilité de pouvoir exploiter ces retombées au profit des intérêts de l'ensemble de la communauté augmente si ces groupes sont recrutés localement²¹. D'autres facteurs susceptibles d'influer sur ces résultats ne sont pas directement pris en compte, principalement parce que la thèse des commandes de guerre s'est développée grâce à l'étude des insurrections de longue durée dans les pays riches en ressources naturelles. Ainsi, bien qu'il donne un aperçu du comportement des groupes armés non étatiques, il minimise la présence des autres acteurs qui se bousculent pour affirmer leur autorité sur les territoires locaux, tout en omettant simultanément de souligner l'impact du comportement de ces acteurs sur les groupes insurgés, de façon générale, et en termes d'extorsion et de distribution des ressources en particulier²². La littérature scientifique ne traite pas explicitement de la transformation économique locale liée à la guerre ; une lacune importante car il existe différents modèles d'adaptation dans les pays, du fait de leur profil économique unique. Le profil économique, tel qu'une économie manufacturière ou agricole—ou encore la production de drogue et l'activité économique fondée sur le trafic—influence les types d'activités, les acteurs impliqués et les modalités de leurs interactions, avec de grandes différences au niveau de l'impact sur la qualité de vie des personnes établies en zones de guerre²³. En définitive, comme le soutient Justino et al., la façon dont les groupes armés non étatiques négocient, coopèrent, contraignent ou intimident d'autres acteurs locaux à poursuivre leurs programmes économiques, et les conséquences de ces activités sur les stratégies d'adaptation des populations locales dépendront, dans une large mesure, du paysage économique plus large, et pas seulement de sa partie criminelle²⁴. Dans la section suivante, nous explorerons ces idées en nous appuyant sur des preuves provenant des trois zones contrôlées par l'opposition en Syrie.

Les voies multiples de l'économie de guerre, de la gouvernance et de la sécurité en Syrie : un faisceau de preuves empiriques

Le principal objectif de cette section est de décrire l'économie de guerre impliquant des groupes insurgés dans les zones contrôlées par les rebelles en Syrie, ainsi que d'examiner les interactions entre une série d'acteurs locaux armés et civils autour de l'extorsion et de la distribution des ressources, et les réponses des populations locales pour se protéger des effets néfastes des pratiques de ces groupes armés. Les trois zones choisies illustrent les différents profils de l'économie de guerre ayant émergé de la présence de groupes armés recrutés localement, qui ne prétendent pas explicitement gouverner ces territoires.

La Ghouta orientale - Une insurrection prédatrice ?

La Ghouta orientale se trouve dans la ceinture agricole de la Syrie, au sud-est de la capitale Damas. En octobre 2013, après que les groupes armés insurgés ont pris le contrôle de la région, les forces gouvernementales ont imposé un siège. Au moment où cette étude a été menée, il s'agissait de la plus grande zone assiégée de Syrie. Elle était alors soumise à des bombardements intenses. L'entrée dans la Ghouta orientale n'était possible que par deux postes de contrôle : l'un occupé par des groupes d'insurgés du côté de la Ghouta orientale et l'autre contrôlé par les forces gouvernementales. Des tunnels souterrains ont également été creusés pour contourner ces postes de contrôle et faciliter le flux de marchandises licites et illícites. Le contrôle de ces routes principales pour la circulation des biens et des personnes a fourni un atout stratégique aux groupes armés de part et d'autre du conflit. Elles sont également devenues des voies lucratives pour les groupes d'opposition, les forces du régime et divers marchands en termes d'extorsion des ressources de l'économie de guerre²⁵. L'économie agricole de la Ghouta orientale a subi d'importantes destructions physiques au cours de la guerre, y compris de ses infrastructures²⁶. Le manque de combustible, d'électricité, d'eau, d'engrais et de fourrage a gravement perturbé l'activité agricole et l'industrie de transformation qui y était associée et a limité les possibilités d'activités économiques légales pendant le siège²⁷. Les habitants ont souffert de graves pénuries alimentaires et de malnutrition généralisée²⁸. Au moins 397 civils sont morts de faim²⁹. Avant le siège, la région a accueilli plus de 100 000 personnes déplacées, ce qui a mis à rude épreuve la base de ressources et les stratégies d'adaptation de la population locale³⁰.

L'économie de guerre criminelle et ses protagonistes

Au moment de cette étude, l'Armée islamique, créée en 2013 par la fusion d'une cinquantaine de groupes d'opposition, était le principal acteur armé non

étatique opérant dans la zone assiégée³¹. Compte tenu du siège, la principale activité économique consistait à faire passer clandestinement des produits de première nécessité, y compris de la nourriture et du carburant, par les postes de contrôle et les tunnels. Le transport des personnes à travers le barrage était particulièrement difficile et risqué, mais a permis de générer d'importants, estimé à un million de livres syriennes (SYP) par heure, soit environ 5 900 de dollars³². Le premier des tunnels, sous l'autoroute Damas-Alep, a été creusé en août 2014 pour permettre l'entrée de l'aide humanitaire. Ce tunnel est rapidement devenu une voie d'approvisionnement pour les groupes armés et, de facto, une voie commerciale. Le revenu quotidien des groupes rebelles pouvait ainsi atteindre 15 à 20 millions de SYP (soit 88 000 à 118 000 de dollars)³³. D'autres tunnels ont été creusés au fil du temps ; l'un d'entre eux abritant un pipeline de carburant—la contrebande de carburant étant devenue l'un des commerces les plus rentables de la guerre de Syrie. Le contrôle de l'armée islamique sur les approvisionnements en nourriture et en carburant signifiait que les prix étaient déterminés au sein d'un réseau illicite composé de forces rebelles et gouvernementales et de divers marchands, les coûts supplémentaires liés à la participation à l'économie de guerre étant répercutés sur les civils. Pour passer par les tunnels et le point de contrôle, un pourcentage de la valeur des ventes des marchandises était exigé³⁴. Les produits de première nécessité étaient vendus par des groupes armés à des prix fortement revus à la hausse : ils étaient 55 fois plus élevés qu'à Damas, soit à 15 km de la Ghouta orientale. L'inflation des prix résultait en grande partie des multiples cycles de paiements informels ayant eu lieu avant que les marchandises n'atteignent la population locale dans la Ghouta orientale³⁵. Bien que vital pour soulager les tensions de la guerre sur la population locale, ce commerce lucratif a fourni des revenus à l'armée islamique et à ses collaborateurs de l'autre côté de la frontière, ainsi qu'aux divers entrepreneurs liés aux deux parties qui contrôlaient le marché dans la zone assiégée³⁶. S'agissant de l'impact sur la population locale, l'effet global a été une insécurité alimentaire extrême en raison de l'offre limitée, des prix élevés des biens et de l'exposition accrue aux stratégies d'extorsion des groupes armés³⁷.

Les interactions des acteurs locaux

La lutte pour le contrôle des routes commerciales de l'autre côté de la ligne de siège a provoqué de fréquents affrontements entre les groupes insurgés et a même conduit à des assassinats³⁸. Afin de saper ses rivaux, le groupe armé Jund Al Asefa s'est allié aux forces gouvernementales et, en février 2015, a fait sauter le tunnel contrôlé par l'armée islamique³⁹. Par la suite, l'armée islamique a persuadé de plus petits groupes de la rejoindre et a ainsi pu mettre fin à la concurrence violente dans le tunnel. Avec le concours de la brigade rivale Fajer Al Ummah,

l'armée islamique a mis en place un bureau pour gérer le tunnel⁴⁰. Ces dispositions ont permis à l'armée islamique d'exercer un contrôle plus strict sur l'approvisionnement en nourriture, en médicaments et en carburant envoyés vers la zone assiégée. Les relations entre l'armée islamique et les structures civiles locales, par l'intermédiaire des conseils locaux, étaient tendues dans la Ghouta orientale et, parfois, conflictuelles. Les conseils locaux sont le fruit de la mobilisation populaire du soulèvement syrien et servent de structures de gouvernance civile rudimentaires dans les zones contrôlées par l'opposition. Ils disposent de capacités différentes dans différentes zones⁴¹. La plupart des conseils locaux ont évolué au fil du temps et se sont développés sur le plan organisationnel, quoique de façon inégale, pour inclure des bureaux spécialisés (par exemple, des bureaux médicaux, d'éducation et d'agriculture) afin de répondre aux besoins de la population locale. Bien que formellement élus par la population locale, de nombreux conseils locaux sont associés à différents groupes armés⁴². Plusieurs d'entre eux étaient actifs dans la Ghouta orientale à l'époque de l'étude. Celui de la ville de Duma était le plus développé⁴³.

Compte tenu des conditions de siège, les conseils locaux de la Ghouta orientale n'avaient que peu de ressources et n'étaient pas en capacité de répondre aux besoins de la population locale en matière de prestation de services, notamment en ce qui concerne la fourniture de biens de première nécessité et de maintien de l'ordre public. L'accès au financement des ONGI, qui aurait permis aux conseils locaux d'être plus efficaces, a été miné par l'impact des pratiques d'extorsion des ressources des groupes armés⁴⁴. Les conseils locaux n'ont ainsi pas été en mesure de demander un financement aux ONGI susceptibles de soutenir l'agriculture en raison de l'impossibilité de réaliser une estimation des coûts. Même dans les cas où un financement a été obtenu, les fluctuations de prix pouvaient facilement entraîner un dépassement de budget et compromettre l'exécution efficace du projet. Les conseils locaux semblaient incapables d'influencer les activités des acteurs armés pour réduire les coûts. Les relations entre l'armée islamique, les conseils locaux et la population locale étaient tendues, à la fois en raison de la collusion de l'armée islamique avec les forces gouvernementales et des cas de coercition directe. Par exemple, les commandants de l'armée islamique administreraient des prisons privées où citoyens et membres de conseil local étaient emprisonnés⁴⁵. En outre, dans le cadre de leur stratégie militaire, l'armée islamique a collaboré avec les forces gouvernementales syriennes pour empêcher les civils de quitter la Ghouta orientale⁴⁶. Des cas de violence directe contre la population locale, dont la confiscation de terres et de fermes à des fins d'extorsion par des groupes armés, sont venus s'ajouter à l'antagonisme.

Stratégies d'adaptation de la population locale

L'exploitation des tunnels a permis aux insurgés de contrôler la vie économique dans la zone assiégée et, par conséquent, leur a conféré une plus grande influence sur la sécurité de ses habitants, en particulier par rapport aux conseils locaux, en manque de ressources⁴⁷. Les conditions le long des voies d'approvisionnement, à travers les postes de contrôle et les tunnels, ont dicté l'intensité des pénuries de diverses marchandises et leurs prix. La destruction du tunnel en février 2015 a par exemple entraîné des pénuries aiguës de nourriture et de produits de première nécessité. L'impact a été renforcé par la violence entre l'armée islamique et ses concurrents sur le contrôle des principales activités économiques, ce qui a entraîné une réduction de la sécurité alimentaire et physique de la population. Le siège a non seulement créé la possibilité pour les groupes armés d'exercer un contrôle sur la fourniture de biens de première nécessité et d'en tirer des loyers, mais a aussi sévèrement restreint les opportunités économiques pour les habitants de la Ghouta orientale. Par conséquent, les stratégies d'adaptation que les civils pouvaient élaborer ont été sévèrement circonscrites. Les restrictions de déplacement et les pénuries de carburant et d'engrais, ainsi que les bombardements continus, ont empêché la reprise d'une agriculture viable, ce qui a forcé de nombreux agriculteurs à se dessaisir de leurs actifs et à vendre leurs biens les plus précieux, y compris le bétail, à une fraction de leur valeur. Mais certains se sont adaptés et ont eu recours à des formes d'activité économique novatrices pour répondre à la demande locale de biens et de services, en proposant, par exemple, de nouvelles formes de commerce par la location de générateurs d'électricité privés et l'utilisation de déchets organiques comme source de combustible de remplacement.

Daraa - la prédation apprivoisée ?

Le gouvernorat de Daraa, dans le sud-ouest de la Syrie, est sous contrôle de l'opposition. La province de Daraa est délimitée par une frontière internationale avec la Jordanie et une frontière intérieure avec le territoire du gouvernement. Au moment de l'étude, la route principale entre Daraa et Damas était exposée à d'intenses combats entre le gouvernement et les forces d'opposition. De multiples postes de contrôle étaient disposés le long de la route, ce qui entravait la fourniture de produits de première nécessité et posait des risques pour la protection des civils⁴⁸. Bien que les infrastructures et les capacités de production aient subi des dégâts considérables du fait des bombardements, d'importants tronçons du réseau électrique étaient opérationnels et fournissaient un approvisionnement en électricité suffisant à plus de 50 pour cent des établissements de santé et des écoles⁴⁹. Alors que l'agriculture et l'industrie de transformation liée à l'agriculture, qui

sous-tendaient l'économie d'avant-guerre, ont été gravement perturbées, quelques zones d'agriculture viable subsistaient dans les régions les plus septentrionales⁵⁰. Au milieu de l'année 2013, les contrôles à la frontière avec la Jordanie ont été renforcés, limitant le passage des personnes et des marchandises⁵¹. Le renforcement des contrôles aux frontières a permis d'endiguer l'afflux de réfugiés syriens en Jordanie, ce qui a permis à Daraa d'accueillir quelque 320 773 personnes déplacées à l'intérieur du territoire⁵², aggravant encore l'insécurité alimentaire dans la région. En janvier 2014, on estimait à environ 20 pour cent la proportion de la population de Daraa nécessitant une aide alimentaire urgente⁵³.

L'économie de guerre criminelle et ses protagonistes

Aucun groupe armé d'opposition n'a contrôlé le gouvernorat de Daraa pendant la période de l'étude. L'Armée libre syrienne (ALS) et les brigades islamistes modérées, qui recrutent le plus souvent localement, étaient les plus présentes. JAN opérait dans certaines zones du territoire. Les groupes armés ont utilisé diverses stratégies d'extorsion des ressources pour exploiter les possibilités offertes par une frontière informelle poreuse tenue par les forces gouvernementales syriennes et une frontière étroitement contrôlée par le gouvernement jordanien. La contrebande, y compris de marchandises à marge bénéficiaire élevée comme les armes, le carburant et les antiquités, était bien implantée de l'autre côté de la frontière avec les forces gouvernementales. La contrebande à travers la frontière avec la Jordanie a fortement diminué après une augmentation des efforts de contrôle aux frontières, mais n'a pas été réduite. L'économie illicite de la contrebande a fonctionné de concert avec la taxation informelle du commerce et des personnes passant par les nombreux postes de contrôle situés le long de la frontière avec les forces gouvernementales⁵⁴. Ces dernières, facilitant ce commerce, ont imposé des taxes informelles sur le passage des personnes et des marchandises voyageant dans les deux sens⁵⁵. Les montants étaient élevés et dépassaient ce que la plupart des dirigeants de bonne foi pouvaient se permettre. Par exemple, des camions congélateurs ont été taxés à hauteur d'environ 150 000 SYP (880 \$US) pour un simple passage et un camion chargé de légumes entre 15 000 et 20 000 SYP (88 à 120 \$US) selon le poids de la cargaison. Parfois, le camion et la cargaison étaient confisqués et le chauffeur était forcé de payer un pot-de-vin pour les récupérer⁵⁶.

Un autre flux d'extorsion de revenus comprenait la manipulation de l'aide humanitaire par les réseaux d'acteurs armés et les contrebandiers bénéficiant de leur protection. La Jordanie a fourni une aide régulière sous les auspices de l'ONU. Un approvisionnement plus limité d'aide humanitaire a également été transporté à travers les frontières avec la force gouvernementale⁵⁷. Une partie de cette aide humanitaire s'est retrouvée sur les marchés locaux. Certains étals de marché fonc-

tionnaient comme des entreprises dirigées par des hommes d'affaires fantômes qui jouissaient de la libre circulation à travers la frontière avec les forces gouvernementales, sous la protection de ces dernières, ainsi que de la protection de l'ALS. Des armes de contrebande étaient également disponibles à l'achat sur les étals du marché.

Parmi les autres formes d'activités illicites à Daraa, citons encore la contrebande de pétrole par le désert⁵⁸ et la région de Swedia⁵⁹, les diverses formes de taxation des biens et les différents types de commerce criminel propres aux conditions géostratégiques, économiques et démographiques spécifiques de la zone. Ce commerce très lucratif se rapportait entre autres aux faux documents, quelque 50 pour cent des habitants de Daraa ne possédant pas les documents nécessaires pour se rendre en Jordanie⁶⁰. En raison de l'abondance de sites archéologiques à Daraa, la contrebande d'antiquités, y compris d'objets mis au jour par les équipes de fouilles des groupes armés, s'est transformée en industrie. Ce commerce extrêmement rentable reposait sur la collaboration avec des partenaires de l'autre côté de la frontière de Daraa et sur les liens avec les réseaux criminels transnationaux organisés⁶¹.

Les interactions des acteurs locaux

En dépit de sa petite taille, JAN a joué un rôle important dans la création d'opportunités pour les groupes armés de l'opposition. En mai 2015, JAN, en collaboration avec l'ALS, a saisi temporairement le principal point de passage de la frontière jordanienne à Nasib, conduisant à une fermeture de la frontière⁶². Les troupes de JAN ont été le fer de lance du pillage des installations au point de passage, avant d'être rejointes par un grand nombre de civils⁶³. Le gouvernement jordanien a ouvert un nouveau point de passage, près d'As-Sweida, géré par le biais d'un accord tripartite impliquant des groupes armés de l'opposition, des forces du régime et des Jordaniens.⁶⁴ En vertu des nouvelles dispositions, les marchandises et les camions, après avoir traversé le côté jordanien de la frontière, devaient être escortés par l'opposition armée contre rémunération jusqu'au point de contrôle du régime le plus proche où les camions payaient des droits de douane au gouvernement. Seul un petit groupe d'hommes d'affaires locaux pouvait se permettre les multiples cycles de taxation ; pour beaucoup d'autres, le commerce est devenu prohibitif, affectant négativement l'économie locale⁶⁵. Par rapport aux volumes d'échanges commerciaux et à l'importance commerciale du passage de Nasib, l'infrastructure limitée du nouveau point de passage, associée à des procédures longues et imprévisibles, a affecté l'approvisionnement en marchandises entrant à Daraa. Des pénuries alimentaires aiguës ont suivi la fermeture de Nasib à Daraa. La vente de l'aide humanitaire par l'intermédiaire des réseaux de com-

merçants liés aux groupes armés s'est intensifiée, ce qui a mis à rude épreuve les stratégies d'adaptation.

Un autre type d'arrangement autour de la fourniture d'électricité, qui a finalement profité à la population locale et à l'économie, a été négocié entre l'opposition et les forces gouvernementales. Les groupes armés de l'opposition contrôlaient la majorité des barrages hydroélectriques dans la province de Daraa⁶⁶. Après que les forces gouvernementales n'ont pas réussi à capturer les barrages hydroélectriques, un accord a été conclu pour échanger l'eau contre de l'électricité⁶⁷. Toutefois, l'approvisionnement en électricité est resté sensible à l'évolution des objectifs militaires des groupes armés. Par exemple, en février et décembre 2014, les forces de l'opposition ont attaqué le site de Khurbat Ghazala qui approvisionnait Daraa en électricité, ce qui a entraîné des pénuries⁶⁸.

Les relations des groupes armés de l'opposition avec les conseils locaux étaient divergentes. Alors qu'une certaine communication entre l'ALS et les conseils locaux a été maintenue, il n'y a pas eu d'interaction entre l'armée islamique et ces derniers, qui ont peiné à mettre leurs projets en œuvre, même avec l'ALS. Ainsi, les conseils locaux n'ont pas obtenu l'appui de l'ALS pour le lancement d'une campagne visant à mettre fin au creusement de puits d'eau à l'origine des pénuries, ce qui a eu un effet négatif sur l'économie en entravant la croissance des légumes et la production d'électricité⁶⁹. Les groupes islamistes, d'autre part, sont parfois intervenus dans des projets de la société civile soutenus par les conseils locaux pour améliorer les conditions de vie de la population locale. Ils ont notamment contrecarré un projet financé par l'Organisation mondiale de la santé portant sur la création d'un hôpital de campagne, car ils voulaient contrôler la mise en œuvre du projet⁷⁰. Les calculs financiers et militaires qui ont motivé le comportement des groupes armés ont également entravé les tentatives des conseils locaux visant à établir des services de police et des tribunaux à Daraa. Les groupes armés ont créé leur propre organe judiciaire, dont la priorité était de régler les différends entre les groupes armés, notamment au sujet du point de passage de Nasib. En prenant en charge l'administration de la justice à Daraa, les groupes armés ont contrôlé le bon fonctionnement des routes commerciales, aux dépens de la loi et de l'ordre public.

Aux relations complexes entre les groupes armés et la population locale s'est ajoutée l'ingérence des groupes armés dans l'acheminement de l'aide humanitaire. En raison des liens entre certains organismes civils qui distribuent l'aide à Daraa et différents groupes armés, et d'un mauvais suivi de l'aide, ces groupes ont pu influencer la distribution de l'aide humanitaire au gré des manipulations politiques et des liens de parenté⁷¹. Certains groupes de la population locale et d'autres groupes défavorisés ont alors pu bénéficier d'un accès privilégié aux biens⁷².

Stratégies d'adaptation de la population locale

La collaboration commerciale entre les lignes ennemies, la forte taxation des marchandises échangées et la manipulation de l'aide humanitaire ont déterminé ensemble la disponibilité et les prix des biens et des denrées alimentaires à Daraa. En août 2015, un kilogramme de riz coûtait 338 SYP à Daraa, contre 158 SYP à Damas⁷³. Bien que diverses marchandises aient franchi les postes de contrôle le long de la frontière contrôlée par le gouvernement, le pain, un produit stratégique de la guerre de Syrie, n'a pas été autorisé à passer, même pour un pot-de-vin important⁷⁴.

Outre la prolifération d'activités criminelles et illégales à Daraa, diverses formes d'économie légale ont survécu et de nouvelles formes d'activité économique se sont développées. Une partie de la production agricole a notamment été préservée, en particulier la culture maraîchère. Les agriculteurs pouvaient vendre une partie de leur récolte aux territoires gouvernementaux, mais les forces gouvernementales leur imposaient des frais⁷⁵. En s'appuyant sur les envois de fonds, l'aide humanitaire et l'ingéniosité de certains agriculteurs pour produire du fourrage pour leur bétail, une agriculture plus intensive était également possible dans certaines régions. L'extraction de l'huile d'olive était un type d'économie légale qui bénéficiait de nouveaux investissements, y compris de sources internationales. Un commerce rentable d'équipements solaires s'est développé en réponse à la demande créée par les dommages causés aux réseaux électriques. La présence humanitaire internationale a stimulé la vente et la location de voitures. La collaboration entre les forces du régime et l'ALS a facilité les envois et les transferts de fonds, et de nouveaux bureaux de change ont été ouverts. Certains étaient codétenus par l'ALS, les frontières entre les activités légales et illégales de l'économie de guerre et leurs acteurs s'estompant de plus en plus⁷⁶.

Les possibilités pour la population locale d'atténuer les effets néfastes de la guerre sur ses moyens d'existence impliquaient un mélange d'activités illégales et légales. Certaines personnes se sont jointes à la contrebande ; d'autres ont saisi les opportunités pour s'engager dans des activités économiques formelles ; et certaines sections de la population locale ont dû tout vendre pour survivre, du bétail aux maisons en passant par leurs biens personnels.

Atareb - Criminalité extrême avec quelques « externalités positives » ?

Atareb se trouve dans la campagne d'Alep, à côté du gouvernorat d'Idleb. Outre la frontière internationale avec la Turquie, Idleb a trois frontières intérieures informelles : une avec le régime syrien, une avec la zone contrôlée par le Parti de l'Union démocratique kurde (PYD) et une avec le territoire qui, en février-juin

2015, était contrôlé par l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL). Des combats intenses entre ces parties ont causé d'importantes destructions physiques dans l'ensemble du gouvernorat, certaines régions étant particulièrement touchées. Le réseau électrique, dont le cœur se trouvait à Alep, a subi d'importants dégâts⁷⁷. Atareb a été saisi par les forces d'opposition au début du conflit. En raison de sa proximité avec la frontière turque et du taux relativement faible d'attaques militaires pour le gouvernorat, la région a attiré une population de déplacés internes équivalant à un tiers de la population locale⁷⁸. La protection relative contre les attaques militaires a fait que la zone, largement agricole, a assisté à une arrivée massive d'entreprises délocalisées issues d'autres parties de la Syrie. Cette dynamique a modifié le profil économique de la région et a créé de multiples opportunités, en particulier dans sa partie licite.

L'économie de guerre criminelle et ses protagonistes

Les deux groupes armés de l'opposition, composés en grande partie de combattants locaux, avaient une forte présence à Atareb en février-juin 2015. Alors qu'une multitude de groupes armés, dont JAN et d'autres affiliés d'Al-Qaïda, opéraient dans les environs d'Atareb, Ma'rouf Hazem et Shuhada Atareb (Armée libre syrienne (ALS)) étaient les forces dominantes. Les groupes armés, soutenus par la Turquie, avaient accès au commerce transfrontalier et contrôlaient les principaux points de passage⁷⁹. La capacité des groupes armés à se livrer au commerce illicite a été rendue possible grâce à leur arrangement avec l'EIIL sur le commerce du pétrole brut et, dans une moindre mesure, grâce aux accords avec les territoires contrôlés par les Kurdes—sur l'ensemble des territoires d'Idlib et de la campagne d'Alep, principale composante de l'économie criminelle de guerre⁸⁰. Alors que le commerce du pétrole faisait l'objet d'une taxation informelle à de nombreux postes de contrôle répartis dans toute la province, il était taxé à deux endroits à Atareb. L'un d'eux se trouvait sur la route vers la Turquie, et l'autre sur la route vers Alep, respectivement exploités par Ma'rouf Hazem et les membres de Shuhada Atareb. D'autres marchandises, en particulier celles destinées aux zones contrôlées par le gouvernement, étaient soumises à de lourdes taxes et divers groupes armés actifs dans la région volaient fréquemment des cargaisons de marchandises. La présence de nombreux groupes armés dans cette région et un régime frontalier laxiste avec la Turquie ont contribué à la prolifération de formes extrêmes d'activités criminelles⁸¹. Les enlèvements, le trafic d'êtres humains, le trafic d'armes et de drogues, le commerce de faux documents et la contrebande d'antiquités se sont multipliés et ont créé un « complexe conflictuel régional », comme le suggère la perspective de la criminalisation de l'économie de guerre⁸². La présence de groupes armés et de réseaux criminels organisés présentait un risque pour la sécurité physique des

citoyens, qui, en autre temps, n'étaient confrontés qu'à peu de restrictions à la libre circulation⁸³. En termes d'opportunités économiques pour la population locale, la mobilité est importante et minée par les risques d'enlèvement et de vol. Les groupes armés d'Atareb étaient moins impliqués dans l'entrave de l'aide humanitaire, distribuée principalement par le conseil local. À Idleb, cependant, l'ALS s'est parfois engagée dans une forme indirecte d'extorsion de la population locale en coupant les lignes d'approvisionnement et en s'appropriant de la nourriture pour ses propres troupes⁸⁴.

Les interactions des acteurs locaux

Une économie de guerre criminelle florissante à Idleb et dans la campagne d'Alep était sous-tendue par des arrangements mutuellement bénéfiques entre groupes armés non étatiques. Il s'agissait notamment d'accords conclus avec l'EIIL, qui détenait à l'époque un quasi-monopole sur la contrebande de pétrole en Syrie. En dépit de la taxation imposée par les forces de l'opposition sur les camions entrant dans les territoires de l'EIIL, ce dernier pouvait tirer parti de son accès au pétrole brut pour obtenir d'autres concessions, notamment en évitant les affrontements armés. Ces accords étaient toutefois soumis à des stratégies militaires changeantes. Par exemple, lorsque des factions de l'armée syrienne libre se sont heurtées à l'EIIL, comme dans la région rurale au nord d'Alep au printemps 2015, la route d'approvisionnement de pétrole a été perturbée, ce qui a entraîné une hausse des prix⁸⁵.

D'autres exemples de collaboration et de conflits entre les groupes armés et les forces gouvernementales peuvent être mentionnés. Par exemple, alors que les groupes armés se disputaient le contrôle de l'infrastructure routière dans la région rurale d'Idleb, les groupes d'opposition d'Atareb ont collaboré avec les forces gouvernementales à Alep pour atténuer les pénuries résultant des dommages à l'infrastructure électrique. Cet accord faisait suite à la lutte militaire remportée par l'ALS pour le contrôle des centrales de distribution d'électricité⁸⁶. L'accord, qui permettait un approvisionnement plus stable en électricité à Atareb, était parfois compromis en raison des priorités militaires de chaque partie⁸⁷.

Les relations entre les groupes armés de l'opposition d'Atareb et le conseil local se sont établies progressivement et se sont transformées en une forme de coopération régulière. Les bases de leurs relations ont été jetées dans un effort commun visant à repousser les tentatives de l'EIIL désireux de s'emparer d'Atareb début 2014. Par la suite, les brigades locales de l'ALS et le conseil local d'Atareb ont convenu de déplacer les deux postes de contrôle contrôlant l'accès à Atareb à l'extérieur du périmètre de la ville. Ces postes de contrôle, gérés par les brigades Ma'rouf Hazem et Shuhada Atareb, ont généré des profits substantiels. Le tribu-

nal local a réglementé les prélèvements perçus sur les biens ; les recettes ont été enregistrées et ensuite partagées entre l'ALS et le conseil local⁸⁸. Cette collaboration a créé un système de conformité entre les groupes armés et l'autorité civile présente à Atareb. Le produit des transactions informelles et, d'une certaine manière, illégales, compte tenu de l'origine légale ambiguë de certaines marchandises passant par les postes de contrôle, a fourni des revenus aux deux brigades armées et à au conseil local⁸⁹.

Bien que les arrangements entre les groupes armés et les structures civiles locales aient profité à la population, les relations entre les groupes armés et la population locale restent difficiles. On avait l'impression que l'ALS, selon les paroles d'un activiste, « [...] ne soutenait que leurs soldats, qu'elle ne s'intéressait à personne d'autre⁹⁰ ». La brigade Ma'rouf Hazem surveillait apparemment de près les mouvements de marchandises et l'origine des fournitures d'assistance, ce qui rend les gens méfiants quant à leur collaboration avec les conseils locaux⁹¹.

Stratégies d'adaptation de la population locale

L'essor de l'économie criminelle à Atareb a créé un environnement fluide et changeant qui a incité la population locale à modifier ses stratégies d'adaptation. Les arrangements entre les forces armées de l'opposition et l'EIL ont permis d'accéder au carburant, ce qui, par rapport à de nombreuses autres zones contrôlées par l'opposition en Syrie, a contribué à alléger la pression sur la vie quotidienne de la population. Toutefois, les ménages et les entreprises qui dépendent de ces arrangements pour l'approvisionnement régulier en carburant sont vulnérables à la dynamique fluctuante des intérêts militaires et commerciaux de ces groupes. L'approvisionnement en électricité, qui dépendait de générateurs fonctionnant au diesel, était interrompu chaque fois que les objectifs militaires perturbaient l'accord commercial sur le pétrole. L'accès au pétrole brut a fait du raffinage du pétrole une nouvelle source de subsistance pour de nombreuses personnes ordinaires—le raffinage du pétrole se transformant en une industrie artisanale et tout ce qui n'était pas consommé localement a été vendu de l'autre côté de la frontière avec la Turquie⁹².

De nouvelles entreprises polyvalentes se sont également développées dans la région d'Atareb, y compris dans la construction, le commerce de détail et la manufacture. Ce dernier secteur, par exemple, incluait la fabrication de l'équipement nécessaire à la contrebande de pétrole⁹³. Sous l'impulsion des activités économiques criminelles des groupes armés, la réparation des camions utilisés pour le transport du pétrole a également fourni de nouvelles formes d'activité économique. Les générateurs de production, gérés principalement par des personnes

ayant délocalisé leur activité à Atareb, ont également prospéré en raison de l'insuffisance de l'approvisionnement en électricité.

Cette économie légale plus forte a permis au conseil local d'Atareb d'augmenter ses propres recettes, bien que modestes, en facturant l'électricité, l'eau et les services d'assainissement, à l'image d'une autorité publique classique⁹⁴. Le conseil local a organisé l'achat de farine et de légumes pour contrôler les prix des aliments, ce qui a permis d'alléger la pression des pénuries alimentaires pesant sur la population locale. Le conseil local a également mis en place des organes de sécurité rudimentaires, tels qu'un conseil de défense civile et une force de police, augmentant ainsi le sens de l'ordre et de la sécurité pour la population locale⁹⁵. L'économie locale a par ailleurs été soutenue par la présence d'organisations internationales capables d'opérer dans la zone plus large d'Atareb en raison de la proximité de la frontière ouverte avec la Turquie. Toutes les couches de la population locale n'ont pu bénéficier ni de l'économie criminelle ni de l'économie légale ; de nombreuses personnes dépendaient encore de l'agriculture de subsistance et de la vente des biens du ménage pour survivre.

Conclusion

Dans le présent article, nous avons exploré la façon dont l'engagement des groupes armés non étatiques dans l'économie de guerre criminelle affecte les stratégies d'adaptation développées par la population locale pour se protéger de leurs effets néfastes, en soulignant les interactions entre les divers acteurs et activités de l'économie de guerre au sens large. Nous l'avons fait en partant de l'hypothèse que dans la plupart des écrits scientifiques sur l'économie de guerre, la perspective de criminalité ne tient pas compte de l'adaptation économique générale et d'une série de processus et d'interactions pouvant influencer sur la réaction des populations concernées.

L'économie criminelle qui s'est développée—par comparaison au profil économique d'avant-guerre—dans trois localités (Ghoutha orientale, Daraa et Atareb) varie en termes de profil et d'échelle, allant de la manipulation de biens de première nécessité à la criminalité à part entière. Les interactions entre protagonistes étaient influencées par leurs stratégies militaires et leur quête de profit et dépendaient des ressources disponibles dans l'économie au sens large, elle-même transformée par le conflit, et de leur géographie variable. L'implication de groupes armés dans des activités économiques criminelles et illégales a entraîné différentes formes de coercition, allant de la prédation caractérisée lors du siège de la Ghoutha orientale à une moindre exposition à ces pratiques dans le cas de Daraa et d'Atareb. Les stratégies d'adaptation de la population locale variaient elles-aussi en

conséquence. Contrairement à la Ghouta orientale, où les conditions de siège ont obligé la population à céder ses biens, compte tenu de l'absence d'autres possibilités de génération de revenus, à Daraa et Atareb, des opportunités plus diversifiées ont été observées, à la fois dans l'économie légale et illégale.

La Syrie présente un contexte conflictuel exceptionnellement fluide et diversifié qui s'est révélé propice à l'étude des liens entre économie de guerre et sécurité quotidienne. Avec des coalitions en perpétuel changement, il n'est pas toujours possible d'identifier clairement les acteurs. L'insurrection est relativement récente et dépend fortement de mécènes extérieurs, ce qui limite les velléités d'engagement dans la gouvernance locale. Les liens sociaux préexistants des groupes armés, c'est-à-dire leur ancrage dans les relations sociales, sont de bons prédicteurs du type d'arrangements qui favorisent les intérêts communs et, par conséquent, la sécurité civile. Ce type de prédisposition à s'engager avec les structures civiles a été démontré dans le cas d'Atareb. Notre analyse montre que la concrétisation de tels arrangements bénéfiques à la sécurité civile et la manière dont ils se concrétisent dépendent des conditions économiques et politiques plus larges qui affectent la micro-dynamique de l'économie de guerre.

Nous ne sous-estimons pas l'ampleur et la gravité de l'insécurité individuelle dans chacun des trois cas que nous avons étudiés, même dans les cas apparemment positifs où l'économie de guerre offrait des stratégies d'adaptation plus diversifiées (notamment à Atareb). Nous n'exagérons pas non plus l'importance et les possibilités de maintenir à long terme certains des avantages découlant de l'engagement dans différents secteurs de l'économie de guerre. De même, nous ne négligeons pas les répercussions économiques, politiques et sociales à long terme de l'économie criminelle de guerre et le défi qu'elle représente pour la reconstruction. Notre analyse souligne plutôt la nécessité d'un examen plus fin de ces dynamiques, qui tient compte des différentes interactions se trouvant à l'origine d'une économie illégale et légale au tissu complexe, de ses acteurs et des intérêts publics et privés dans les zones de conflit, qui peuvent affecter la sécurité civile de multiples façons. Chaque conflit armé et chaque localité se caractérisent par une dynamique et des acteurs qui leur sont propres. Ils sont le produit de facteurs endogènes et exogènes qui façonnent le comportement des participants à l'économie de guerre. Cette diversité nationale et internationale est, dans l'ensemble, obscurcie lorsqu'on examine l'économie de guerre à travers le seul spectre de la criminalité, comme l'ont récemment fait certaines analyses du cas syrien. Notre analyse tente de surmonter certaines des implications conceptuelles et politiques propres au maintien d'une perspective axée sur la criminalité et permet d'apporter des réponses plus spécifiques au contexte.

Notes

1. YAZIGI, Jihad, *Syria's war economy*, ECFR Policy Brief, Londres : Conseil européen des relations extérieures, 2014, p. 7 ; HERBERT, Matt, « Partisans, profiteers, and criminals: Syria's illicit economy », *Fletcher Forum of World Affairs* 38, n° 1, 2014, p. 69 ; OHL, Dorothy, ALBRECHT, Holger, et KOEHLER, Kevin, *For Money or Liberty? The Political Economy of Military Desertion and Rebel Recruitment in the Syrian Civil War*, Carnegie Endowment for International Peace paper, Washington DC: Carnegie Endowment for International Peace, 2015, p. 8, <http://carnegieendowment.org/2015/11/24/for-money-or-liberty-political-economy-of-military-desertion-and-rebel-recruitment-in-syrian-civil-war-pub-61714> ; STEENKAMP, Christina , « The Crime-Conflict Nexus and the Civil War in Syria », *Stability: International Journal of Security and Development* 6, n° 1, 2017:11, <http://doi.org/10.5334/sta.522> ; AL-ABDEH, Malik, « Rebels, Inc. », *Foreign Policy*, 21 novembre 2013, <http://foreignpolicy.com/2013/11/21/rebels-inc/>.

2. YAZIGI, *Syria's War Economy*, p. 4.

3. COCKAYNE, James, « Crime, Corruption and Violent Economies », in *Ending Wars, Consolidating Peace: Economic Perspectives*, éd. BERDAL, Mats et WENMANN, Achim, Londres : Institute for Security Studies, août 2010, pp. 189–219 ; RAEYMAEKERS, Timothy, *Violent capitalism and hybridity in the Eastern Congo*, Cambridge : Cambridge University Press, 2014, <https://doi.org/10.1017/CBO9781139976862> ; WENMANN, Achim, *The Political Economy of Peace-making*, Londres : Routledge, 2011 ; CRAMER, Christopher, *Civil war is not a stupid thing: Accounting for violence in developing countries*, Londres : Hurst & Company, 2006.

4. STEENKAMP, « The Crime-Conflict Nexus » ; VIGNAL, Leïla, « The changing borders and borderlands of Syria in a time of conflict », *International Affairs* 93, n° 4, 2017 ; KHALAF, Rana, « Governance without Government in Syria: Civil society and state building during conflict », *Syria Studies* 7, n° 1, 2015, pp. 37–72 ; AL MAHMOUD, Hamoud, « The war economy in the Syrian conflict: The government's hands-off tactics », Carnegie Middle East Center paper, Riad El Solh : Carnegie Middle East Center, 2015, <http://carnegie-mec.org/2015/12/15/war-economy-in-syrian-conflict-government-s-hands-off-tactics-pub-62202>.

5. YAZIGI, *Syria's War Economy*, p. 6 ; LOCK, Peter, *War Economies and the Shadow Globalisation*, Berlin : Berghof Research Center for Constructive Conflict Management, 2005.

6. VIGNAL, « The changing borders and borderlands », pp. 815–816.

7. HART-LIDOW, Nicholai, *Violent order: Understanding rebel governance through Liberia's civil war*, Cambridge : Cambridge University Press, 2016, p. 5, <https://doi.org/10.1017/9781316257814> ; DARBY, Phillip, « Rolling back the frontiers of empire: Practising the postcolonial », *International Peacekeeping* 16, n° 5, 2009, p. 709, <https://doi.org/10.1080/13533310903303347>.

8. Ce groupe a récemment été rebaptisé et se nomme désormais Hay'at Tahrir al-Sham (HTC).

9. Dans les articles scientifiques abordant la question de l'économie de guerre, le contrôle des frontières est considéré comme un atout stratégique pour les groupes armés. ANDRES, Peter, « Symbiosis between peace operations and illicit business in Bosnia », *International Peacekeeping* 16, n° 10, 2009, pp. 33–46, <https://doi.org/10.1080/13533310802485518>.

10. VIGNAL, « The changing borders and borderlands », p. 820.

11. Pour une description complète de la méthodologie, voir : TURKMANI, Tim , ALI, A. K., KALDOR, Mary, et BOJICIC-DZELILOVIC, Vesna, « Countering the Logic of the War Economy in Syria », *openDemocracy*, 18 novembre 2015, www.opendemocracy.net/north-africa-west-asia/rim-turkmani/countering-logic-of-war-economy-in-syria.

12. KEEN, David, *Complex emergencies*, Cambridge : Polity Press, 2008 ; GOODHAND, Jonathan , « Afghanistan in Central Asia », in *War economies in a regional context: Challenges of transformation*, éd. PUGH, Michael Charles, COOPER, Neil et GOODHAND, Jonathan, Boulder : Lynne Rienner Publishers, 2004, pp. 45–91.

13. Sur l'importance et la difficulté de la clarification conceptuelle des notions de « criminel », « illégal » et « illicite » dans le contexte de l'économie de guerre, voir : VAN SCHENDEL, Willem et ABRAHAM, Itty, éd., *Illicit Flows and Criminal Things: States, Borders, and the Other Side of Globalization*, Bloomington : Indiana University Press, 2005. Voir : COLLIER, Paul et HOFFLER, Anke, « Greed and grievance in civil war », *Oxford Economic Papers* 56, n° 4, 2004, pp. 563–595, <https://doi.org/10.1093/oeq/gpf064> ; BALLENTINE, Karen et SHERMAN, Jake, éd., *The political economy of armed conflict: Beyond greed and grievance*, Boulder : Lynne Rienner Publishers, 2003 ; CRAMER, *Civil war is not a stupid thing*; HEUPEL, Monika, « Shadow trade economies and their challenge to peacebuilding », *Journal of International Relations and Development* 9, 2006, pp. 140–169, <https://doi.org/10.1057/palgrave.jird.1800085> ; WENNMANN, *The Political Economy of Peace-making* ; et COCKAYNE, « Crime, Corruption and Violent Economies ».

14. COCKAYNE, « Crime, Corruption and Violent Economies » ; RAEYMAEKERS, Timothy , « The Social Geography of Armed Conflict », in *Micro-level Perspective on the Dynamics of Conflict, Violence, and Development*, éd. JUSTINO, Patricia, BRÜCK, Tilman and VERWIMP, Philip, Oxford : Oxford University Press, 2013, pp. 30–50 ; CRAMER, *Civil war is not a stupid thing* ; ANDREAS, « Symbiosis between peace operations and illicit business in Bosnia », p. 33.

15. WENNMANN, *The Political Economy of Peace-making*, p. 483 ; PUGH, Michael Charles, COOPER, Neil et GOODHAND, Jonathan, éd., *War economies in a regional context: Challenges of transformation*, Boulder : Lynne Rienner Publishers, 2004, p. 9 ; JUSTINO, Patricia, « Research and Policy Implications from a Micro Level Perspective on the Dynamics of Conflict, Violence and Development », HiCN Working Paper 139, Brighton : University of Sussex, 2013, p. 2 ; PÉCLARD, Didier et MECHOULAN, Delphine, « Rebel Governance and the Politics of Civil War », document de travail, Bâle (CH) : Swiss Peace Foundation, 2015), p. 2.

16. GUTIERREZ-SANIN, Francisco, « Criminal rebels? A discussion of civil wars and criminality from the Colombian perspective », *Politics and Society* 32, n° 2, 2003, pp. 257–285.

17. *Id.*

18. COCKAYNE, « Crime, Corruption and Violent Economies ».

19. PALMER, Nicola, *Defining a different war economy: The case of Sri Lanka*, Berlin : Berghof Research Center for Constructive Conflict Management, 2008), p. 61 ; CRAMER, *Civil war is not a stupid thing*, p. 197 ; RAEYMAEKERS, *Violent capitalism and hybridity in the Eastern Congo*.

20. KASFIR, Nelson, « Rebel Governance – Constructing a Field of Inquiry: Definitions, Scope, Patterns, Order, Causes », in *Rebel Governance in Civil War*, éd. ARJONA, Ana, KASFIR, Nelson, et MAMPILLY, Zachariah, Cambridge : Cambridge University Press, 2015, pp. 21–46 ; STANILAND, Paul, « Organizing Insurgency: Networks, Resources, and Rebellion in South Asia », *International Security* 37, n° 1, 2012, pp. 142–177, https://doi.org/10.1162/ISEC_a_00091 ; ARJONA, Ana , « War time institutions: A research agenda », *Journal of Conflict Resolution* 58, n° 8, 2014, pp. 1360–1389, <https://doi.org/10.1177/0022002714547904> ; MAMPILLY, Zachariah, *Rebel Rulers: Insurgent Governance and Civilian Life During War*, Cornell : Cornell University Press, 2011 ; ARJONA, Ana, KASFIR, Nelson et MAMPILLY, Zachariah, éd., *Rebel governance in civil war*, Cambridge : Cambridge University Press, 2015, <https://doi.org/10.1017/CBO9781316182468> ; WEINSTEIN, Jeremy, *Inside Rebellion: The politics of insurgent violence*, Cambridge : Cambridge University Press, 2007, pp. 164–165.

21. RENO, William S., « Persistent Insurgencies and Warlords: Who Is Nasty, Who Is Nice, and Why? », in *Ungoverned spaces: Alternatives to state authority in an era of softened sovereignty*, éd., CLUNAN, Anne L. et TRINKUNAS, Harold A., Stanford : Stanford University Press, 2010, p. 64 ; STANILAND, « Organizing Insurgency », p. 143.

22. PÉCLARD et MECHOULAN, « Rebel Governance and the Politics of Civil War » ; HAGMANN, Tobias et PÉCLARD, Didier, « Negotiating statehood: Dynamics of power and domination in

Africa », *Development and Change* 41, n° 4, 2010, pp. 539–562, <https://doi.org/10.1111/j.1467-7660.2010.01656.x>.

23. HART-LIDOW, *Violent order*; STANILAND, Paul, « States, insurgents and wartime political orders. Perspectives on Politics », 10, n°2, 2012, pp. 243–264, <https://doi.org/10.1017/S1537592712000655>; SCHOUTEN, Peer, « Extractive orders: A political geography of public authority in Ituri, DR Congo », JSRP Paper 30, Londres : London School of Economics and Political Science, 2016 ; PALMER, *Defining a different war economy: The case of Sri Lanka*.

24. JUSTINO, « Research and Policy Implications », p. 300.

25. SADAQI, Youssef, « The Siege Economy of Eastern Ghouta », *Atlantic Council*, 23 mars 2016, www.atlanticcouncil.org/blogs/syriasource/the-siege-economy-of-eastern-ghouta.

26. AL ZOUGHBI, Samira, « An analysis of agriculture-environment interactions and policy options for sustainable agriculture in Eastern Al Ghouta (Syria) », article présenté lors du 8^e Symposium international de l'Association internationale des systèmes agricoles (Rome, Italie, 2006), pp. 29–35, www.fao.org/farmingystems/pdf/IFSA/Theme1_Food_Agricultural_Policies.pdf.

27. SADAQI, « The Siege Economy of Eastern Ghouta » ; voir aussi : « Survey of Syria's agriculture sector reveals impact of war », *FAO*, 4 mars 2017, www.fao.org/emergencies/fao-in-action/stories/stories-detail/en/c/878242/.

28. Entretien avec un membre d'une organisation de la société civile qui gère un projet agricole à Daraa, 15 avril 2015.

29. « Syria: Conflict in Eastern Ghouta », rapport ACAPS, 15 novembre 2017.

30. SYRIAN AMERICAN MEDICAL SOCIETY, « Under siege: The Plight of East Ghouta ». Rapport SAMS report, Washington : SAMS, septembre 2017.

31. LUND, Aron, « An Islamist Experiment: Political Order in the East Ghouta », rapport du Carnegie Middle East Center, Riad El Solh : Carnegie Middle East Center, 2016, p. 1.

32. Entretien avec des négociants et des représentants des médias établis en Ghouta orientale, 9 mai 2015.

33. « The Economic Map of Ghouta: Tunnels and 'the Prince of Cheese' », *SyriaUntold*, 26 juillet 2017, www.syriauntold.com/en/2017/07/the-economic-map-of-ghouta-tunnels-and-the-prince-of-cheese/.

34. SADAQI, « The Siege Economy of Eastern Ghouta ».

35. « The Economic Map of Ghouta », *SyriaUntold*.

36. LUND, Aron, « Into the tunnels: The Rise and Fall of Syria's Rebel Enclave in Eastern Ghouta », rapport de la Century Foundation, 21 décembre 2016, <https://tcf.org/content/report/into-the-tunnels/>.

37. SADAQI, « The Siege Economy of Eastern Ghouta ».

38. LUND, « An Islamist Experiment » ; LUND, « Into the tunnels ».

39. « Summary of the Damascus countryside daily 28-2-2015 », *STEPnews*, 28 février 2015, <http://stepagency-sy.net/archives/36463> (en arabe).

40. ASFAR, Roger, « The Business of Smuggling Supplies in Besieged Eastern Ghouta », *Syria Deeply*, 25 avril 2017, www.newsdeeply.com/syria/articles/2017/04/25/the-business-of-smuggling-supplies-in-besieged-eastern-ghouta ; FRANJIEH, Wisam, « In Besieged Eastern Ghouta Rebel Infighting Increases Civilian Suffering », *Syria Deeply*, 1^{er} août 2017, www.newsdeeply.com/syria/articles/2017/08/01/in-besieged-eastern-ghouta-rebel-infighting-increases-civilian-suffering.

41. HAJJAR, Bahjat, VON BURG, Corinne, HILAL, Leila, SANTSCH, Martina, GHARIBAH, Mazen, et SHARBAJI, Mazhar, « Perceptions of Governance- The experience of local administrative councils in opposition-held Syria », rapport, Bern : SwissPeace, 2017.

42. BACZKO, Adam, DORRONSORO, Gilles, et QUENSEY, Arthur, *Building a Syrian state in a time of civil war*, The Carnegie Papers, Washington : Carnegie Endowment for International Peace, 2013.

43. TURKMANI et al., « Countering the logic of war economy in Syria », p. 45 ; ANGELOVA, Ilina, « Governance in rebel- held Eastern Ghouta in the Damascus province, Syria », document de travail du CGHR 10, Cambridge : University of Cambridge Centre of Governance and Human Rights, 2014.
44. TURKMANI et al., « Countering the logic of war economy in Syria ».
45. LUND, « An Islamist Experiment ».
46. « Left to die under siege: war crimes and human rights abuses in Eastern Ghouta, Syria », rapport d'Amnesty International, Londres : Amnesty International, 2015 ; SADAKI, « The Siege Economy of Eastern Ghouta ».
47. TURKMANI et al., « Countering the logic of war economy in Syria ».
48. « Regional Analysis Syria: Governorate profiles », rapport ACAPS, 31 décembre 2014, www.acaps.org/sites/acaps/files/products/files/5_p-regional-analysis-for-syria-part-iii-governorate-profiles-oct-dec-2014.pdf, 9 ; « Dar'a Governorate Multi Sector Needs Assessment », Rapport sur les capacités d'évaluation, 24 janvier 2014, <https://reliefweb.int/report/syrian-arab-republic/dar-governorate-multi-sector-needs-assessment-january-2014>.
49. « Regional Analysis Syria: Governorate profiles », rapport ACAPS.
50. TEITSWORTH, E., *Syrian agriculture sector profile*, Paris : The Middle East Information and Communication Agency, 2013, p. 30.
51. LUND, Aron, « What Jordan's Reopened Border Will Mean for Syria », *Syria Deeply*, 11 septembre 2017, www.newsdeeply.com/syria/community/2017/09/11/what-jordans-reopened-border-will-mean-for-syria.
52. « Whole of Syria Shelter/NFI Sector Humanitarian Needs Overview », Rapport du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, 16 octobre 2016, <https://reliefweb.int/report/syrian-arab-republic/whole-syria-shelter-nfi-sector-humanitarian-needs-overview-2017-reference>.
53. « Dar'a Governorate Multi Sector Needs Assessment », Rapport sur les capacités d'évaluation.
54. EMAD, Mohamed Emad, « Special 'Smart': Smuggling between sweida and shield under the eye of the system and 'the most profitable' weapons », SmartNews, 16 mars 2016, <https://smartnews-agency.com/ar/wires/165994> (en arabe).
55. TURKMANI et al., « Countering the logic of war economy in Syria ».
56. *Id.*
57. *Id.*, p. 32.
58. « Daraa. The regime controls the electricity artery and smugglers supply diesel through the desert », *Enab Baladi*, 21 août 2016, www.enabbaladi.net/archives/98782.
59. « Corruption in Swedia », *Almodon*, 1^{er} mai 2016, www.almodon.com/portal.
60. « Whole of Syria Shelter/NFI Sector Humanitarian Needs Overview », Rapport du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.
61. SABI, Rachel, « Looted in Syria-and sold in London: The British antiques shops dealing in artefacts smuggled by Isis », the Guardian, 3 juillet 2015, www.theguardian.com/world/2015/jul/03/antiquities-looted-by-isis-end-up-in-london-shops.
62. « Nasib closed for the 4th day and the losses are \$100million », *Bal Arabi*, 4 avril 2015 ; « What is the significance of Nasib crossing », *Al Jazeera*, 17 avril 2015.
63. REED, John, « Closure of Syria's last border crossing hits Jordan economy », *Financial Times*, 8 avril 2015, www.ft.com/content/c0df376a-dd27-11e4-a772-00144feab7de.
64. TURKMANI et al., « Countering the logic of war economy in Syria ».
65. « What is the significance of Nasib crossing », *Al Jazeera*.
66. TURKMANI, Rim, KALDOR, Mary, ELHAMWI, Wisam, AYO, Joan et HARIRI, Nael, *Hungry for Peace: Positives and pitfalls of local truces and ceasefires in Syria*, Londres : London School of Economics, 2014.
67. *Id.*

68. *Id.*
69. Entretien Skype avec un membre de l'unité des conseils locaux, 7 mars 2015.
70. *Id.*
71. AL-TAMIMI, Ihsan, « Al-Rikban Camp: aid does not reach all refugees », *Alghad*, 19 juin 2017, <http://alghad.com/articles/1677222> (en arabe).
72. TURKMANI et al., « Countering the logic of war economy in Syria », p. 30.
73. EMAD, « Special 'Smart' ».
74. TURKMANI et al., « Countering the logic of war economy in Syria », p. 27 ; MARTÍNEZ, José Ciro et ENG, Brent, « Struggling to perform the state: The politics of bread in the Syrian civil war », *International Political Sociology* 11, n° 2, 2017, pp. 130-47, <https://doi.org/10.1093/ips/olw026> ; CIEZADLO, Annia, « The most unconventional weapon in Syria: wheat », *the Washington Post*, 18 décembre 2015.
75. TURKMANI et al., « Countering the logic of war economy in Syria ».
76. Entretien avec un membre de l'organisation de la société civile syrienne à Daraa, 8 avril 2015
77. « Regional Analysis Syria: Governorate profiles », rapport ACAPS.
78. TURKMANI et al., « Countering the logic of war economy in Syria ».
79. STEENKAMP, « The Crime-Conflict Nexus ».
80. *Id.* ; VIGNAL, « The changing borders and borderlands ».
81. SCHANZER Jonathan et TAHIROGLU, Merve, « Bordering on terrorism: Turkey's Syria Policy and the Rise of the Islamic State », Washington : FDD Press, 19 novembre 2014 ; « Regional Analysis Syria: Governorate profiles », rapport ACAPS.
82. PUGH, COOPER, et GOODHAND, *War Economies in a Regional context*, p. 2.
83. « Idleb Governorate Profile », rapport ACAPS , juin 2014, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/idleb_governorate_profile_june_2014.pdf. Entretien avec des négociants et des membres d'organisations de la société civile établis à Idleb, 10 avril 2015.
84. SOTLOFF, Steven, « In Aleppo Bread Lines and Disenchantment with the FSA », *Syria Deeply*, 5 février 2013, www.newsdeeply.com/syria/articles/2013/02/05/in-aleppo-bread-lines-and-disenchantment-with-the-fsa.
85. TURKMANI et al., « Countering the logic of war economy in Syria ».
86. *Id.*, p. 53.
87. *Id.*
88. *Id.*, p. 60.
89. Entretien avec un membre du conseil local à Atareb, 5 mai 2015.
90. MARTINEZ et ENG, « Struggling to perform the state ».
91. Entretien avec un membre du conseil local à Atareb, 5 mai 2015.
92. YAZIGI, *Syria's War Economy*, p. 6 ; STEENKAMP, « The Crime-Conflict Nexus », p. 10.
93. STEENKAMP, « The Crime-Conflict Nexus », p. 10 ; AL ABDEH, « Rebels Inc. ».
94. Entretien avec un membre du conseil local à Atareb, 5 mai 2015.
95. *Id.*